

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE,
MINISTÈRE DES FINANCES
ET MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

F. 83 — 2160

22 DÉCEMBRE 1983. — Arrêté royal n° 234 modifiant la loi du 8 juin 1976 portant création de l'Institut géographique national

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est pris dans le cadre de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Le fondement légal est contenu dans les articles 1er, 3°, et 2, § 2.

Ce projet contribue à une gestion plus efficiente et à une limitation importante des dépenses publiques en fusionnant, au sein de l'Institut géographique national, un nombre de services publics qui s'occupent actuellement de problèmes similaires. Cette fusion permettrait d'éviter des doubles emplois et de rentabiliser des investissements et équipements très sophistiqués.

Le projet d'arrêté numéroté vise concrètement à rationaliser et à regrouper toutes les informations de manière à coordonner les activités topographiques et cartographiques du sol et du sous-sol, à rassembler en « un centre » la couverture photographique aérienne à différentes échelles du Royaume et prévoit également la mise à la disposition des différents départements et organismes d'intérêt public d'un personnel hautement qualifié permettant d'assurer la formation théorique et pratique dans les matières suivantes : géodésie, photogrammétrie, cartographie, télé-détection aérienne et spatiale et informatique appliquée aux domaines précités.

Par ailleurs, il tend à optimiser par certains changements la gestion de l'Institut géographique national.

Commentaires des articles

Le Gouvernement a utilisé la loi de pouvoirs spéciaux comme fondement du projet d'arrêté numéroté, que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté, comprenant sept articles.

[L'article 1er tend à compléter l'article 3 de la loi du 8 juin 1976 portant création de l'Institut géographique national. Les ajouts correspondant aux lettres e et f ont déjà été proposés par le groupe spécialisé « Sol » en janvier 1980 dans le cadre d'une étude du projet « Système d'information Sol » (étude demandée par le Comité de coordination du programme informatique — Services du Premier Ministre). Ce groupe spécialisé « Sol » ayant reçu comme mandat de :

— définir les entités relevant du domaine Sol ainsi que les organismes particulièrement habilités à gérer ces entités;

— proposer les identifiants correspondants permettant notamment une intégration avec les fichiers basés sur les identifiants de personnes physiques ou morales;

— proposer toutes autres normes désirables telles que : échelle de base de plans à buts multiples, précision, méthodes d'anamorphose et d'interpolation, ...;

— proposer une répartition des responsabilités entre les diverses administrations participant au système Sol.

Dès le début de son étude, ce groupe a constaté qu'un grand nombre d'administrations centrales et locales, d'institutions et d'établissements d'intérêt public, de firmes privées, créent, saisissent, conservent, exploitent et parfois diffusent des informations relatives au sol et au sous-sol.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING,
MINISTERIE VAN FINANCIËN
EN MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

N. 83 — 2160

22 DECEMBER 1983. — Koninklijk besluit nr. 234 houdende wijziging van de wet van 8 juni 1976 tot oprichting van het Nationaal Geografisch Instituut

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben ter ondertekening aan Zijne Majesteit voor te leggen is genomen in uitvoering van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

De rechtsgrond is opgenomen in de artikels 1, 3°, en 2, § 2.

Dit ontwerp draagt bij tot een efficiënter beheer en tot een belangrijke beperking van de overheidsuitgaven door de fusie binnen het Nationaal Geografisch Instituut van een aantal openbare diensten die zich thans onledig houden met gelijkaardige taken. Deze fusie zou toelaten dubbele betrekkingen te voorkomen en de rentabiliteit van de investeringen in zeer gesofisticeerde uitrustingen te doen toenemen.

Concreet beoogt het besluit de rationalisatie en de samenvoeging van alle gegevens om aldus de topografische en cartografische activiteiten van de grond en de ondergrond te coördineren, alsook het verzamelen in « een centrum » van de luchtfotografische overdekking op verscheidene schalen van het Rijk; het strekt er tevens toe zeer onderlegde personeelsleden ter beschikking te stellen van de verscheidene ministeriële departementen en instellingen van openbaar nut om de theoretische en praktische vorming toe te laten in navolgende disciplines : geodesie, fotogrammetrie, cartografie, lucht- en ruimteteledetectie en informatica toegepast in deze domeinen.

Het ontwerp beoogt eveneens het beheer van het Nationaal Geografisch Instituut te optimaliseren.

Commentaar van de artikelen

De Regering heeft gebruik gemaakt van de wet op de bijzondere machten als rechtsgrond van het ontwerp van genummerd besluit dat wij de eer hebben aan Zijne Majesteit voor te leggen en dat zeven artikelen omvat.

Artikel 1 beoogt het artikel 3 van de wet van 8 juni 1976 tot oprichting van het Nationaal Geografisch Instituut, aan te vullen. De bijvoegingen onder de littera e en f werden reeds in het raam van de studie van het project « Informatiesysteem Bodem » (studie op verzoek van het Coördinatiecomité van het informaticaprogramma — Diensten van de Eerste Minister) in januari 1980 door de gespecialiseerde groep « Bodem » voorgedragen. Deze gespecialiseerde groep « Bodem » had als opdracht :

— de entiteiten die tot het domein « Bodem » behoren alsook de instellingen bevoegd om die entiteiten te beheren, te bepalen;

— de overeenstemmende identificators voor te dragen waardoor in het bijzonder de integratie met de bestanden gebaseerd op de identificators van fysieke of morele personen, mogelijk wordt;

— alle andere gewenste normen voor te dragen, zoals : basis-schaal van plans met meervoudige doeleinden, nauwkeurigheid, anamorfose- en interpolatiemethodes, ...;

— een verdeling van de verantwoordelijkheden tussen de verscheidene besturen die aan het systeem « Bodem » deelnemen, voor te dragen.

Vanaf de aanvang van zijn studie, had deze groep vastgesteld dat een groot aantal centrale en lokale besturen, instellingen en inrichtingen van openbaar nut, privé-firma's, informaties betreffende de grond en de ondergrond opstellen, verzamelen, opslaan, uitbaten en soms verspreiden.

Les données géodésiques et topographiques résultent de levés complétés par la restitution photogrammétrique de photos aériennes et la numérisation de documents graphiques. Ces opérations sont basées sur des signaux et repères. Il y a, en ce domaine, un manque total de coordination et qui plus est, des plus dommageables. Il y a, en effet, sous-utilisation de travaux qui ont déjà été exécutés par d'autres usagers; d'autre part, les nouveaux levés produisent des coordonnées généralement incompatibles et inutilisables si aucun repère commun n'est conservé sur le terrain. Quant à la tenue à jour des données, elle est parfois aussi complexe que l'opération initiale et partant absolument pas systématique. Enfin, en ce qui concerne la diffusion de l'information, la lacune principale réside dans la difficulté pour un usager potentiel de savoir qui détient les données et de pouvoir y accéder.

Il faut, dès lors, parvenir à rationaliser le placement des repères ainsi que les activités topométriques subséquentes, assurer la conservation des repères, sans lesquels l'utilisation ultérieure de tout levé est impossible, organiser la tenue à jour des listes de repères et de l'information y relative (coordonnées avec appel systématique ou non aux ressources de l'information), mettre l'information ainsi recueillie, et tenue à jour, à la disposition de tout utilisateur, ainsi que promouvoir la conception et l'organisation d'une cartographie intégrée multidisciplinaire à grande échelle.

Dans la société moderne, en effet, l'établissement des cartes topographiques et thématiques est un service public indispensable pour planifier et exécuter, d'une façon efficace, des projets de développement économique et social très divers.

Il est essentiel de disposer très tôt des cartes appropriées pour coordonner et contrôler toutes les phases du développement.

L'expérience a démontré que l'inventaire géodésique et topographique font partie de l'infrastructure essentielle d'un état moderne. Il est évident que l'importance de cet inventaire augmentera au fur et à mesure du développement des systèmes informatiques. Cet inventaire national est en effet le seul système de référence commun entre les informations obtenues par méthode classique et les informations obtenues par méthode spatiale.

En outre, l'expérience a prouvé que toutes les ressources d'un pays ne peuvent être découvertes et évaluées que grâce à une exploration coordonnée et que les caractéristiques des ressources potentielles de la surface et du sous-sol terrestres ne peuvent être décrites que grâce à une présentation cartographique appropriée. Cette couverture topographique de base et les avantages que procurent celle-ci permettront d'évaluer et de gérer judicieusement les ressources nationales du Royaume. Les documents, résultant de l'inventaire et de la couverture précitées, aideront considérablement les administrations, les chercheurs, les ingénieurs et les autres responsables des programmes de planification et d'aménagement des complexes urbains.

Le point *g* permet de former des techniciens, soit par cours, soit par stage, soit par les deux approches combinées et ce, aussi bien pour le Royaume que pour les pays tiers.

En effet, l'Institut maîtrise parfaitement les techniques de pointe les plus évoluées et les met en œuvre grâce aux équipements très sophistiqués dont il est doté mais que les progrès incessants de la science et de la technique obligent à amortir rapidement par une utilisation maximale.

Si déjà, actuellement, l'Institut exerce à petite échelle une mission d'enseignement et d'assistance technique dans les domaines de la géodésie, de la photogrammétrie et de la cartographie, seule une extension officielle de sa mission peut lui permettre de réaliser pleinement ces objectifs.

De plus, selon les conclusions d'études récentes scientifiques, il ne peut être perdu de vue que pour la cartographie et la photogrammétrie, les facilités d'enseignement pratique et théorique et la formation sont nettement insuffisantes et inadéquates

De géodésische en topografische gegevens komen van opmetingen, aangevuld door de fotogrammetrische restitutie van luchtfoto's en de numerisatie van grafische documenten. Deze bewerkingen zijn gebaseerd op signalen en merktekens. Er is op dit vlak een totaal gebrek aan coördinatie en wat meer is, dit heeft zeer nadelige gevolgen. Er wordt inderdaad enerzijds te weinig gebruik gemaakt van werkzaamheden die reeds door andere gebruikers werden uitgevoerd; anderzijds leveren de nieuwe opmetingen coördinaten op die over het algemeen niet overeenstemmen en onbruikbaar zijn indien geen gemeenschappelijk merkteken in het terrein wordt bewaard. Daarnaast is het bijhouden van de gegevens soms even complex als de initiale bewerking en bijgevolg in geen geval systematisch. Tenslotte ligt bij de verspreiding van informatie de grootste leemte in de moeilijkheid voor een potentieel gebruiker te weten wie de gegevens bezit en hoe er toegang toe krijgen.

Derhalve moet er naar gestreefd worden de plaatsing van de merktekens en de navolgende topometrische activiteiten te rationaliseren, het behoud van de merktekens te vrijwaren, zonder dewelke het later gebruik van iedere opmeting onmogelijk is, het bijhouden van de lijsten van merktekens en de desbetreffende informatie (coördinaten met al dan niet systematische verwijzing naar de informatiebronnen) te organiseren, de op die wijze ingewonnen en bijgehouden informatie ter beschikking te stellen van iedere gebruiker, alsook de conceptie en de organisatie van een geïntegreerde multidisciplinaire grootschalige cartografie te bevorderen.

In de moderne samenleving is het opmaken van topografische en thematische kaarten eigenlijk een openbare dienst, onmisbaar om doeltreffend zeer verscheidene economische en sociale ontwikkelingsprojecten te plannen en uit te voeren.

Het is dan ook essentieel tijdig te kunnen beschikken over gepaste kaarten om alle fases van de ontwikkeling te coördineren en te controleren.

De ondervinding heeft aangetoond dat de géodésische en topografische inventaris deel uitmaken van de essentiële infrastructuur van een moderne Staat. Het is klaarblijkelijk dat het belang van deze inventaris zal stijgen naarmate van de uitbreiding van de informaticasystemen. Deze nationale inventaris is inderdaad het enige gemeenschappelijk referentiesysteem tussen de informatie bekomen door de klassieke methode en deze bekomen door de ruimtemethode.

Bovendien heeft de ondervinding bewezen dat de middelen van een land slechts kunnen ontdekt en geraamd worden dank zij een gecoördineerde exploratie en dat de karakteristieken van de potentiële middelen van de bodem en de ondergrond van de aarde slechts kunnen omschreven worden aan de hand van een aangepaste cartografische voorstelling. Deze topografische basisoverdekking en de hiermede verband houdende voordelen zullen toelaten de nationale middelen van het Rijk te ramen en oordeelkundig te beheren. De documenten, voortvloeiend uit de bovengenoemde inventaris en overdekking, zullen in grote mate dienstig zijn voor de besturen, de vorsers, de ingenieurs en de andere verantwoordelijken voor programma's over planning en ordening van stedelijke complexen.

Punt *g* maakt het mogelijk deskundigen te vormen, hetzij per cursus, hetzij door stage, of nog door beide mogelijkheden samen, ten behoeve zowel van het Rijk als voor de derde landen.

Het Instituut beheerst inderdaad volledig de meest ontwikkelde spitstechnieken en past ze toe dank zij zeer gesofistikeerde uitrustingen die het ter beschikking heeft doch die het ingevalge de bestendige vooruitgang van wetenschap en techniek verplicht is zo spoedig mogelijk door een maximaal gebruik af te schrijven.

Indien weliswaar het Instituut thans reeds op kleine schaal een onderwijsopdracht en een opdracht van technische bijstand uitoefent in de takken van de geodesie, de fotogrammetrie en de cartografie, kan slechts een officiële uitbreiding van zijn opdracht hem toelaten ten volle die gestelde doeleinden te verwezenlijken.

Bovendien mag, gelet op de conclusies van recente wetenschappelijke studies, niet uit het oog worden verloren dat voor de cartografie en de fotogrammetrie, de praktische en theoretische onderwijsfaciliteiten volstrekt ontoereikend en onaange-

pour répondre aux besoins élémentaires dans la plupart des pays en voie de développement, et notamment ceux d'Afrique où, d'après les estimations récentes, il manque au moins 2 500 cartographes expérimentés pour permettre de subvenir, pour ce continent, à une mise sur pied d'une cartographie actualisée. C'est pourquoi, il faudrait élargir les facilités d'enseignement et de formation, et plus particulièrement pour les étudiants des pays en voie de développement, avec des programmes quelquefois élaborés spécialement pour eux.

Il est, toutefois, entendu que les dépenses engendrées par ces nouvelles activités resteront dans les limites de l'enveloppe budgétaire. Compte tenu en effet des bénéfices espérés par le regroupement des activités actuellement réalisées en ordre dispersé, il peut être prévu que les nouvelles dépenses relatives aux activités additionnelles telles que l'introduction de l'automatisation dans la collecte, le traitement et la transmission des données, la création d'une banque de données pour le sol et le sous-sol et l'extension de la mission d'enseignement, seront largement couvertes par le gain obtenu par les fusions dont question à l'article 2.

L'article 2 a pour but de rattacher à l'Institut géographique national les missions définies à l'article 1er et qui sont également exécutées par la Direction des grands levés et plans généraux du Ministère des Finances, le Service de topographie et de photogrammétrie du Ministère des Travaux publics et d'autres services publics à définir par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition des Ministres concernés.

Ce rattachement est justifié par le souci de rationaliser la collecte nécessaire des informations à l'établissement d'une banque de données du sol et du sous-sol, d'éviter des investissements superflus et des efforts dispersés et d'introduire avec un rendement maximal des nouvelles technologies qui s'imposent cycliquement dans le domaine de la géodésie, de la photogrammétrie, de la cartographie moderne et de la télédétection aérienne et spatiale. Le maintien d'un niveau technologique suffisamment avancé est indispensable pour permettre à l'Etat belge, outre de satisfaire à ses propres besoins d'une façon rationnelle, d'aider, par le biais de l'appui technique de l'Institut géographique national, les firmes belges dans la conquête de marchés potentiels énormes à l'étranger. C'est pourquoi, il est prévu que l'Institut géographique national assurera, à l'intention des départements ministériels, des organismes d'intérêt public, du secteur privé et des pays tiers, une formation théorique et pratique complémentaire aux porteurs de diplômes universitaires et secondaires et délivrera un certificat confirmant leur formation. Il est évident que cet objectif ne peut être atteint si on agit en ordre dispersé tel que c'est le cas actuellement. De plus, ce regroupement permettrait de mieux adapter la formation aux besoins inévitables, résultant de l'introduction de nouvelles technologies.

L'article 2 précise également que les missions visées et les modalités de transfert seront déterminées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition des Ministres concernés. Ceci a pour but que le transfert de certaines missions de la Direction des grands levés et plans généraux du Ministère des Finances, du Service de topographie et de photogrammétrie du Ministère des Travaux publics et d'autres services publics, ne puisse être réalisé qu'après concertation des Ministres concernés par la double nature de ces missions. Ceci n'implique nullement que la mission même de l'Institut géographique national, telle qu'elle est définie à l'article 1er du présent projet, peut encore être remise en cause ou peut faire l'objet de négociations entre les Ministres concernés.

L'article 3 du projet vise à modifier la composition du Comité de gestion telle qu'elle est fixée actuellement par l'article 5, § 1er, de la loi organique du 8 juin 1976. En effet, il s'est avéré que la représentation du Ministre de la Défense nationale, fixée à six membres, est trop élevée dans la nouvelle configuration. Dès lors, il est proposé de ramener ce nombre à trois membres, nombre satisfaisant pour représenter le Ministre de la Défense nationale, qui est le ministre de tutelle de l'Institut.

past zijn om te beantwoorden aan de elementaire behoeften in de meeste ontwikkelingslanden, en inzonderheid in deze van Afrika, waar naar recente ramingen ten minste 2 500 ervaren cartografen ontbreken om in dit werelddeel een geactualiseerde cartografie tot stand te brengen. Daarom is het aangewezen de onderwijs- en vormingsfaciliteiten uit te breiden, en meer in het bijzonder voor de studenten uit ontwikkelingslanden met soms voor hen speciaal aangepaste programma's.

Het spreekt evenwel vanzelf dat de door deze nieuwe activiteiten ontstane uitgaven binnen de grenzen van het begrotingspakket zullen blijven. Inderdaad, rekening houdend met de verwachte besparingen door de samenvoeging van de thans in verspreide orde uitgevoerde activiteiten, kan worden verwacht dat de nieuwe uitgaven met betrekking tot de toegevoegde activiteiten, zoals de invoering van de automatisatie bij de inzameling, de verwerking en de overdracht van de gegevens, de instelling van een informatiebank voor de grond en de ondergrond en de uitbreiding van de onderwijsopdracht, ruimschoots zullen worden gedekt door de winst die uit de samenvoegingen waarvan sprake in artikel 2, verwezenlijkt wordt.

Artikel 2 strekt ertoe de in artikel 1 bedoelde opdrachten die ook worden uitgevoerd door de Directie grote opmetingen en algemene plannen van het Ministerie van Financiën, de Dienst topografie en fotogrammetrie van het Ministerie van Openbare Werken, en andere openbare diensten aangewezen door een op de voordracht van de betrokken Ministers in Ministerraad beraadslaagd koninklijk besluit, aan het Nationaal Geografisch Instituut over te dragen.

Deze overdracht is verantwoord door het streven naar rationalisering van de onontbeerlijke inzameling van de informatie voor de oprichting van een informatiebank voor bodem en ondergrond, tot het ondervangen van overbodige investeringen en gespreide handelingen en tot het invoeren met een maximaal rendement van nieuwe technologieën die zich cyclisch opdringen in de tak van de geodesie, van de fotogrammetrie, de moderne cartografie en de lucht- en ruimteteledetectie. Het in stand houden van een ruimschoots ontwikkeld technologisch niveau is vereist om de Belgische Staat toe te laten om, benevens de vervulling op rationele wijze van zijn eigen behoeften, de Belgische firma's via technische bijstand van het Nationaal Geografisch Instituut te steunen bij het bekomen in het buitenland van enorme potentiële markten. Daarom is voorzien dat het Nationaal Geografisch Instituut voor de ministeriële departementen, de instellingen van openbaar nut voor de privé-sector en de derde landen, een aanvullende theoretische en praktische vorming zal verzekeren aan de houders van universitaire en secundaire diploma's, en een certificaat tot bevestiging van die vorming zal afleveren. Het is klaarblijkend dat dit streefdoel niet kan worden bereikt indien zoals thans verspreid wordt tewerkgegaan. Bovendien zou de samenvoeging het mogelijk maken de vorming beter aan te passen aan de onvermijdelijke behoeften die voortvloeien uit de aanwending van nieuwe technologieën.

Artikel 2 bepaalt eveneens dat de beoogde opdrachten en de modaliteiten van overdracht zullen bepaald worden bij koninklijk besluit, beraadslaagd in Ministerraad, op de voordracht van de betrokken Ministers. Bedoeld wordt dat de overdracht van bepaalde opdrachten van de Directie grote opmetingen en algemene plannen van het Ministerie van Financiën, de Dienst topografie en fotogrammetrie van het Ministerie van Openbare Werken en andere openbare diensten, slechts kan verwezenlijkt worden na vaststelling door de betrokken Ministers van de dubbele aard van deze opdracht. Dit betekent geenszins dat de opdracht van het Nationaal Geografisch Instituut zelf, zoals bepaald in artikel 1 van dit ontwerp, nog voor discussie in aanmerking kan komen of het voorwerp kan uitmaken van onderhandelingen tussen de betrokken Ministers.

Artikel 3 van het ontwerp beoogt de samenstelling te wijzigen van het Comité van beheer, zoals zij thans door artikel 5, § 1, van de organieke wet van 8 juni 1976 is vastgesteld. Het is inderdaad gebleken dat in de nieuwe configuratie de vertegenwoordiging van de Minister van Landsverdediging bepaald op zes leden, te hoog is. Derhalve wordt voorgesteld dit aantal op drie leden terug te brengen, hetwelk voortvloeit om de Minister van Landsverdediging, die de voogdijminister is, te vertegenwoordigen.

Par contre, il est clair que la représentation du Ministre des Finances et du Ministre des Travaux publics doit être plus importante pour des raisons fonctionnelles évidentes. Il est proposé d'augmenter le nombre de leurs représentants à deux membres.

Par ailleurs, il est proposé, d'une part, de ramener la représentation de la Fédération des entreprises belges à deux membres et, d'autre part, d'ajouter un membre représentant le Ministre des Classes moyennes, un membre représentant le Ministre de la Politique scientifique, un membre représentant les organisations représentatives des Classes moyennes et un membre de chacun des trois Exécutifs régionaux.

L'article 5 du projet a pour but de sauvegarder les droits des membres du personnel de la Direction des grands levés et plans généraux de l'Administration du cadastre (Ministère des Finances) et du Service de topographie et de photogrammétrie (Ministère des Travaux publics), à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Enfin, en tenant compte du fait que certains services des départements des Finances et des Travaux publics sont transférés à l'Institut, la priorité réservée au Ministère de la Défense nationale ne se justifie plus.

Pour l'élaboration du présent rapport au Roi et de l'arrêté royal, il a été tenu compte des remarques et suggestions formulées par le Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,

les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de la Défense nationale,

F. VREVEN

Le Ministre des Finances,

W. DE CLERCQ

Le Ministre des Travaux publics,

L. OLIVIER

—
AVIS DU CONSEIL D'ETAT
—

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 16 novembre 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal n° 234 « modifiant la loi du 8 juin 1976 portant création de l'Institut géographique national », a donné le 29 novembre 1983 l'avis suivant :

OBSERVATION PRELIMINAIRE

Comme l'expose le rapport au Roi, le but du projet est d'étendre les missions de l'Institut géographique national afin d'éviter l'éparpillement de divers services, notamment certains services de la Direction des grands levés et des plans généraux de l'Administration du cadastre du Ministère des Finances et le Service de topographie et de photogrammétrie du Ministère des Travaux publics.

Daarentegen is het duidelijk dat, om evidente functionele redenen, de vertegenwoordiging van de Minister van Financiën en van de Minister van Openbare Werken belangrijker moet zijn. Er wordt voorgesteld het aantal van hun vertegenwoordigers tot twee leden te verhogen.

Bovendien wordt voorgesteld enerzijds de vertegenwoordiging van het Verbond van de Belgische ondernemingen tot twee leden terug te brengen, en anderzijds een lid toe te voegen die de Minister van Middenstand vertegenwoordigt, een lid die de Minister van Wetenschapsbeleid vertegenwoordigt, een lid die de representatieve organisaties voor Middenstand vertegenwoordigt, benevens een lid die ieder van de drie Gewestexecutieven vertegenwoordigt.

Artikel 5 van het ontwerp beoogt de rechten te vrijwaren van de personeelsleden van de Directie grote opmetingen en algemene plannen van het Bestuur van het kadaster (Ministerie van Financiën), en van de Dienst topografie en fotogrammetrie (Ministerie van Openbare Werken), op de datum van inwerking-treding van dit besluit.

Tenslotte, rekening houdende met de overheveling van sommige diensten van het departement van Financiën en Openbare Werken naar het Instituut, is de voorrang voorbehouden aan het departement van Landsverdediging niet meer gerechtvaardigd.

Bij de uitwerking van dit verslag aan de Koning en van het koninklijk besluit, werd er rekening gehouden met de opmerkingen en suggesties die geformuleerd werden door de Raad van State.

We hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,

de zeer eerbiedige

en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Landsverdediging,

F. VREVEN

De Minister van Financiën,

W. DE CLERCQ

De Minister van Openbare Werken,

L. OLIVIER

—
ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE
—

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e november 1983 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 234 « houdende wijziging van de wet van 8 juni 1976 tot oprichting van het Nationaal Geografisch Instituut », heeft de 29 november 1983 het volgend advies gegeven :

VOORAFGAANDE OPMERKING

Blijkens het verslag aan de Koning beoogt het ontwerp een verruiming van de opdrachten van het Nationaal Geografisch Instituut om versnippering van de diverse diensten te vermijden, inzonderheid van sommige diensten van de Directie grote opmetingen en algemene plannen van het Bestuur van het Kadaster van het Ministerie van Financiën en van de Dienst topografie en fotogrammetrie van het Ministerie van Openbare Werken.

Sous les réserves qui seront faites ci-après à propos de l'article 2 et de l'article 3, le projet entre, d'une manière générale, dans les pouvoirs spéciaux attribués au Roi par l'article 1er, 3°, de la loi du 6 juillet 1983.

EXAMEN DU TEXTE

Préambule

L'urgence étant invoquée, il conviendrait que l'alinéa 1er vise aussi l'article 2, § 2, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Dispositif

Article 1er

Dans le texte introductif du paragraphe 1er de l'article 3 en projet, il serait plus correct d'écrire « éventuellement » au lieu de « si besoin », sur le modèle de la disposition modifiée.

Au c du paragraphe 1er, il serait plus correct et plus clair d'écrire « les documents correspondant aux missions de l'Institut ».

Les mots « ci-dessus » doivent être supprimés au d.

Au e, il conviendrait d'écrire, comme il est d'usage « dans les conditions et selon les modalités fixées par arrêté royal pris sur la proposition des Ministres intéressés et délibéré en Conseil des Ministres ».

Il n'est pas d'usage de subdiviser en sous-alinéas la division d'un alinéa précédée d'un chiffre ou d'une lettre. Cette manière de faire risque, en effet, de créer d'inextricables difficultés de référence. L'alinéa 2 du f devrait donc devenir l'alinéa 2 du paragraphe 1er.

Par ailleurs, afin de bien indiquer que le Centre de documentation de la couverture photographique aérienne et de la couverture par télédétection aérienne et spatiale du Royaume est créé par l'arrêté en projet, le texte suivant est proposé comme alinéa 2 du paragraphe 1er :

« Sur la proposition des Ministres intéressés, le Roi fixe la mission du Centre créé par l'alinéa 1er, f, et prend les mesures nécessaires pour assurer audit Centre la collaboration des services publics, des organismes de droit public ou des organismes de droit privé subventionnés par les pouvoirs publics, et des autres personnes juridiques qu'il désigne. »

A la fin du g, il s'agit de techniciens qui désirent recevoir une formation complémentaire en vue de remplir des missions dans les pays tiers, mais cette formation, dans l'intention du Gouvernement, est gratuite. Il serait, dès lors, plus clair d'écrire « et de participer à la formation des techniciens appelés à remplir des missions dans les pays tiers ».

Article 2

Suivant l'article 2,

« Il est inséré dans la même loi un article 3bis, rédigé comme suit :

« Article 3bis. Tous les produits de l'Institut géographique national sont protégés par le droit d'auteur et ce, dans les conditions et suivant les modalités fixées par le Roi. »

Le rapport au Roi entend justifier en ces termes cette disposition :

« L'article 2 est consacré au droit d'auteur. Légalement, les cartes et publications de l'Institut sont protégées par la loi sur le droit d'auteur du 22 mars 1886 ainsi que par la Convention de Berne. Cette protection se révèle, toutefois, inefficace dans la

Onder voorbehoud van de opmerkingen die verderop aangaande artikel 2 en artikel 3 worden gemaakt, valt het ontwerp over het algemeen binnen het bestek van de bijzondere machten die bij artikel 1, 3°, van de wet van 6 juli 1983 aan de Koning zijn toegekend.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Aanhef

Aangezien men zich op de dringende noodzakelijkheid beroept, behoort in het eerste lid ook te worden verwezen naar artikel 2, § 2, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Het zou juist zijn, naar het voorbeeld van de gewijzigde bepaling, in de inleidende tekst van paragraaf 1 van het ontwerp artikel 3 « eventueel » te schrijven in plaats van « waar nodig ».

In de tekst onder c van paragraaf 1 zou het juist en duidelijker zijn te schrijven « de met de opdrachten van het Instituut overeenstemmende documenten in grafische ... (voorts zoals in het ontwerp) ».

In de tekst onder d moet het woord « hierboven » vervallen.

In de tekst onder e schrijft men zoals gebruikelijk : « onder de voorwaarden en op de wijze bepaald bij een op de voordracht van de betrokken Ministers vastgesteld en in Ministerraad overlegd koninklijk besluit ».

Het is niet gebruikelijk de door een cijfer of door een letter voorafgegane onderverdeling van een lid nogmaals in leden in te delen. Een zodanige werkwijze kan immers onontwarbare moeilijkheden meebrengen wanneer naar een tekst moet worden verwezen. Het tweede lid van f zou dus het tweede lid van paragraaf 1 moeten worden.

Om goed te laten blijken dat het « Centrum voor documentatie van de luchtfotografische overdekking en de overdekking door lucht- en ruimtetelendetectie van het Rijk » door het ontworpen besluit wordt opgericht, wordt bovendien als tweede lid van paragraaf 1 de volgende tekst voorgesteld :

« Op de voordracht van de betrokken Ministers bepaalt de Koning de opdracht van het bij het eerste lid, f, opgerichte Centrum en treft Hij de nodige maatregelen opdat de openbare diensten, de publiekrechtelijke of de door de overheid gesubsidieerde privaatrechtelijke instellingen en de andere rechtspersonen die Hij aanwijst, met het Centrum zullen meewerken ».

Op het einde van de tekst onder g gaat het om technici die met het oog op het vervullen van opdrachten in derde landen een aanvullende opleiding wensen te krijgen. Volgens de bedoeling van de Regering is die opleiding echter gratis. Het zou derhalve duidelijker zijn te schrijven « en deel te nemen aan de opleiding van technici die geroepen zijn om opdrachten voor derde landen te vervullen ».

Artikel 2

Artikel 2 bepaalt :

« In dezelfde wet wordt een artikel 3bis ingelast, dat als volgt luidt :

« Artikel 3bis. Alle produkten van het Nationaal Geografisch Instituut zijn auteursrechtelijk beschermd, volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald door de Koning. »

Het verslag aan de Koning wil die bepaling in de volgende bewoordingen wettigen :

« Artikel 2 handelt over het auteursrecht. Wettelijk worden de kaarten en de publicaties van het Instituut beschermd door de wet van 22 maart 1886 op het auteursrecht alsook bij de Conventie van Bern. In de praktijk is die bescherming overwel

pratique. En effet, si l'Institut peut empêcher la production de cartes sans son autorisation, il tombe sous le sens qu'un contrôle total est impossible; beaucoup de reproductions échappent ainsi au visa de l'Institut.

Il faut d'urgence que des mesures soient prises pour protéger au maximum les produits anciens et nouveaux de l'Institut géographique national. En effet, la photographie aérienne du Royaume et la cartographie topographique officielle marquent la souveraineté d'un Etat et, de ce fait, doivent rester la propriété de l'Etat et ne peuvent être utilisées par des tiers que dans les conditions fixées par l'Etat.

Dans le cadre actuel de la législation, la perception des droits d'auteurs rapportent à l'Institut un montant de ± 1 000 000 F; il est évident qu'une protection plus efficace, grâce à des dispositions légales renforcées, contribuerait nettement à augmenter sensiblement les recettes du Trésor.

Les conséquences d'une telle mesure seront multiples. En effet, non seulement le fonctionnement de l'Institut se verrait amélioré, mais cela contribuerait, dans un cadre global, au redressement économique et financier de l'Etat.

Tel qu'il est rédigé, l'article 3bis en projet va bien au-delà de l'habilitation conférée au Roi par l'article 1er, 3°, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Il paraît, d'ailleurs, superflu. D'une part, en effet, l'article 11 de la loi du 22 mars 1886 dispose comme suit, en son alinéa 2:

« Toutes autres publications faites par l'Etat ou les administrations publiques donnent lieu au droit d'auteur, soit au profit de l'Etat ou de ces administrations pendant une durée de cinquante ans, à partir de leur date, soit au profit de l'auteur, s'il ne l'a pas aliéné en faveur de l'Etat ou de ces administrations ».

Il est donc inutile de réaffirmer cette règle.

D'autre part, s'il s'agit seulement d'améliorer le fonctionnement des services quant à l'efficacité du contrôle et non pas d'étendre le champ d'application de l'article 11, alinéa 2, de la loi du 22 mars 1886, les pouvoirs ordinaires d'exécution du Roi suffisent amplement à y pourvoir.

L'article 2 doit donc être omis.

Article 3

L'article 3ter en projet, tel qu'il est rédigé, paraît donner aux Ministres des pouvoirs que le Roi devrait exécuter. Par ailleurs, on ne transfère pas des « moyens ». Enfin, il semble ressortir de l'économie générale de l'arrêté en projet, notamment de son article 6 (article 24bis nouveau), que l'intention du Gouvernement est de transférer les services et non seulement les missions assumées par ces services.

Le texte suivant est dès lors proposé :

« Article 3ter. Le service de topographie et de photogrammétrie du Ministère des Travaux publics ainsi que les services de la Direction des grands levés et plans généraux de l'Administration du cadastre du Ministère des Finances, qui exercent les missions définies à l'article 3, § 1er, sont transférés à l'Institut géographique national.

Les conditions et les modalités de ce transfert sont déterminées par un arrêté royal pris sur proposition des Ministres intéressés et délibéré en Conseil des Ministres ».

Suivant l'alinéa 3 de l'article 3ter en projet :

« Le même transfert peut se réaliser pour d'autres services publics à désigner par le Roi avant le 31 décembre 1983 par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres sur la proposition des Ministres concernés ».

Un texte de valeur législative est évidemment nécessaire pour opérer le transfert d'un service de l'Etat à un établissement public ou d'un service d'un établissement public à un autre établissement public. En l'occurrence, le Roi ne peut, par conséquent, être habilité à opérer un tel transfert que par la loi de pouvoirs spéciaux et non par un arrêté pris en exécution de cette loi. L'intention du Gouvernement ne pourrait être réalisée que par un autre arrêté de pouvoirs spéciaux qui compléterait à nouveau la loi du 8 juin 1976 en opérant les transferts souhaités.

L'alinéa 3 doit donc être omis.

ontoreikend. Indien het Instituut weliswaar zonder zijn instemming de reproductie van kaarten kan verhinderen, is het evident dat een volledige controle onmogelijk is; meerdere reproducties ontsnappen uit dien hoofde aan het akkoord van het Instituut.

Dringend moeten maatregelen genomen worden om maximaal de oude en de nieuwe produkten van het Nationaal Geografisch Instituut te beschermen. Aangezien de luchtfotografie van het Rijk en de officiële topografische cartografie inderdaad voortvloeien uit de soevereiniteit van een Staat, is het vanzelfsprekend dat zij op grond daarvan het eigendom van de Staat moeten blijven en slechts door derden mogen worden gebruikt onder de voorwaarden die door de Staat worden bepaald.

In het raam van de huidige wetgeving wordt door het Instituut een bedrag van ± 1 000 000 F als auteursrechten geïnd; het is klaarblijkelijk dat een betere bescherming krachtens een meer krachtdadige wetgeving, zal bijdragen tot een aanzienlijke stijging van de schatkistontvangsten.

De gevolgen van dergelijke maatregel zullen verscheiden zijn. Inderdaad, niet alleen zal de werking van het Instituut verbeterd worden, maar ook globaal gezien zal zulks bijdragen tot het economisch en financieel herstel van de Staat.

Zoals het ontworpen artikel 3bis is gereedigeerd, gaat het veel verder dan de machtiging die aan de Koning is verleend bij artikel 1, 3°, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Het artikel lijkt overigens overbodig. Enerzijds bepaalt artikel 11, tweede lid, van de wet van 22 maart 1886 immers :

« Op alle andere uitgaven van de Staat of van de openbare besturen bestaat wel auteursrecht, hetzij ten voordele van de Staat of van die besturen gedurende vijftig jaar te rekenen van hun dagtekening, hetzij ten voordele van de maker, indien hij zijn recht aan de Staat of aan die besturen niet heeft afgestaan ».

Het is dus onnodig die regel opnieuw te bevestigen.

Als anderzijds alleen een betere werking van de diensten uit een oogpunt van doeltreffendheid van de controle wordt beoogd, en niet de uitbreiding van de werkingssfeer van artikel 11, tweede lid, van de wet van 22 maart 1886, is 's Konings gewone uitvoeringsmacht ruimschoots toereikend om daarin te voorzien.

Artikel 2 moet dus vervallen.

Artikel 3

Zoals het ontworpen artikel 3ter is gereedigeerd, lijkt het aan de Ministers bevoegdheden toe te kennen die door de Koning uitgeoefend zouden moeten worden. Middelen worden overigens niet overgeheveld. Ten slotte lijkt de algemene economie van het ontworpen besluit, bepaakdelijk artikel 6 (het nieuwe artikel 24bis), erop te wijzen dat de Regering voornemens is de diensten over te hevelen, en niet alleen de opdrachten die door die diensten worden vervuld.

De volgende tekst wordt derhalve voorgesteld :

« Artikel 3ter. De dienst topografie en fotogrammetrie van het Ministerie van Openbare Werken en de diensten van de Directie grote opmetingen en algemene plannen van het Bestuur van het Kadaster van het Ministerie van Financiën, die de in artikel 3, § 1, omschreven opdrachten uitoefenen, worden naar het Nationaal Geografisch Instituut overgeheveld.

De voorwaarden en de nadere regels aangaande die overheveling worden bepaald bij een op de voordracht van de betrokken Ministers vastgesteld en in Ministerraad overlegd koninklijk besluit ».

Het derde lid van het ontworpen artikel 3ter luidt aldus :

« Eenzelfde overheveling kan gebeuren met andere openbare diensten door de Koning aan te wijzen bij een op de voordracht van de betrokken Ministers in Ministerraad beraadslaagd besluit en dit vóór 31 december 1983 ».

Uiteraard is een tekst met kracht van wet vereist om een dienst van de Staat naar een openbare instelling of een dienst van een openbare instelling naar een andere openbare instelling over te hevelen. In het onderhavige geval kan de Koning dan ook alleen door de bijzondere-machtenwet en niet door een ter uitvoering van die wet vastgesteld besluit gemachtigd worden tot het verrichten van een zodanige overheveling. De Regering zou haar doel slechts kunnen bereiken met een ander bijzondere-machten-besluit dat de wet van 8 juni 1976 andermaal zou aanvullen door de gewenste overhevelingen te voltrekken.

Het derde lid moet dus vervallen.

Le projet laisse inchangé le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 8 juin 1976 dont les deux alinéas sont libellés comme suit :

« § 2. L'Institut peut exécuter des travaux pour compte de tiers.

Les travaux pour compte des forces armées ou du Ministère de la Défense nationale bénéficient de la priorité d'exécution ».

On peut se demander si l'alinéa 2 ne devrait pas être revu, compte tenu de ce que des services d'autres départements que celui de la Défense nationale sont transférés à l'Institut. La priorité réservée au Ministère de la Défense nationale se justifiait, selon l'exposé des motifs du projet devenu loi du 8 juin 1976, par l'origine et la responsabilité première de l'Institut (1). Le même motif ne justifierait-il pas une priorité semblable en faveur des départements ministériels dont certains services sont transférés par le projet?

Article 4

Cet article serait plus clairement structuré comme suit :

« Article 4. A l'article 5, § 1er, alinéa 1er, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2 est remplacé par la disposition suivante :

« 2. de trois membres représentant le Ministre de la Défense nationale »;

2° le 3 est remplacé par la disposition suivante :

« 3. (comme au projet) »;

3° le 4 est remplacé par la disposition suivante :

« 4. (comme au projet) »;

4° le 5 est remplacé par la disposition suivante :

« 5. (comme au projet) »;

5° il est inséré un 6 rédigé comme suit : »

(Voir l'observation ci-après).

En ce qui concerne le 6, que le projet (§ 5) tend à insérer dans l'article 5, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 8 juin 1976, il convient d'observer que si des représentants des Exécutifs régionaux peuvent sans inconvénients être appelés à siéger au sein du comité de gestion de l'Institut, alors surtout qu'ils n'ont que voix consultative, en revanche ils ne peuvent certainement pas y être nommés par le Ministre de la Défense nationale, ce qui résulterait de l'article 5, § 1er, alinéa 2, de la loi, que l'arrêté en projet ne modifie pas.

Cet alinéa 2 devrait donc être adapté au principe de l'autonomie des Régions pour ce qui est de l'application du 6 nouveau du paragraphe 1er.

On peut, d'ailleurs, se demander si, pour le surplus et compte tenu des transferts opérés par le projet, le monopole du Ministre de la Défense nationale pour la nomination des membres du Comité de gestion se justifie encore entièrement.

Article 5

Il conviendrait de rédiger l'article comme suit :

« Article 5. A l'article 11 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au paragraphe 1er, l'alinéa 2 est abrogé.

2° Il est inséré un paragraphe 3, rédigé comme suit :

« § 3. Les biens appartenant à l'Etat, qui sont affectés aux services désignés à l'article 3ter, seront transférés à l'Institut.

Het ontwerp raakt niet aan paragraaf 2 van artikel 3 van de wet van 8 juni 1976 waarvan de twee leden als volgt zijn geformuleerd :

« § 2. Het Instituut mag werken uitvoeren voor rekening van derden.

Werken voor rekening van de krijgsmacht of van het Ministerie van Landsverdediging genieten voorrang bij de uitvoering ».

Nu diensten van andere departementen dan dat van Landsverdediging naar het Instituut worden overgeheveld, kan men zich afvragen of het tweede lid niet herzien moet worden. De voorrang die aan het Ministerie van Landsverdediging is gegeven, was volgens de memorie van toelichting bij het ontwerp dat de wet van 8 juni 1976 is geworden, noodzakelijk wegens de oorsprong en de voornaamste verantwoordelijkheid van het Instituut (1). Zou dezelfde reden niet een soortgelijke voorrang wettigen ten gunste van de ministeriële departementen waarvan sommige diensten door het ontwerp worden overgeheveld?

Artikel 4

Dit artikel zou duidelijker zijn als het op de volgende wijze werd gestructureerd :

« Artikel 4. In artikel 5, § 1, eerste lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2. drie leden die de Minister van Landsverdediging vertegenwoordigen »;

2° 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3. (zoals in het ontwerp) »;

3° 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4. twee leden voorgedragen door het Verbond van Belgische Ondernemingen en een lid voorgedragen door de representatieve organisaties van de Middenstand »;

4° 5 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5. (zoals in het ontwerp) »;

5° een als volgt geredigeerd punt 6 wordt ingevoegd :

« 6. een lid, ..., dat ... ».

(Zie de hierna gemaakte opmerking).

Ten aanzien van punt 6 dat het ontwerp (§ 5) bedoelt in te voegen in artikel 5, § 1, eerste lid, van de wet van 8 juni 1976, zij erop gewezen dat al kunnen vertegenwoordigers van de Gewest-executieven zonder bezwaar worden geroepen om in het comité van beheer van het Instituut zitting te hebben vooral daar ze er slechts raadgevende stem hebben, daartegenover staat dat zij daarin zeker niet door de Minister van Landsverdediging benoemd kunnen worden, hetgeen zou volgen uit artikel 5, § 1, tweede lid, van de wet dat door het ontworpen besluit niet gewijzigd wordt.

Dat tweede lid zou dan ook aan het beginsel van de autonomie van de Gewesten moeten worden aangepast wat betreft de toepassing van het nieuwe punt 6 van paragraaf 1.

Men kan zich trouwens afvragen of voor het overige het monopolie van de Minister van Landsverdediging voor het benoemen van de leden van het comité van beheer, mede wegens de overhevelingen waarin het ontwerp voorziet, nog ten volle gerechtvaardigd is.

Artikel 5

Het artikel zou in dezer voege gesteld moeten worden :

« Artikel 5. In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven.

2° Een paragraaf 3 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De aan de Staat toebehorende goederen die zijn toebedeeld aan de in artikel 3ter aangewezen diensten, worden aan het Instituut overgedragen.

(1) Chambre, 1974-1975, doc. n° 636/1, p. 3.

(1) Kamer, 1974-1975, Gedr. St. nr. 636/1, blz. 3.

Un arrêté royal pris sur proposition des Ministres intéressés déterminera les biens visés à l'alinéa 1er et réglera les conditions et les modalités de leur transfert ».

3° Il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :
« § 4. ... (comme au projet) ».

Article 6

L'article 24bis en projet serait mieux rédigé comme suit :

« Article 24bis. § 1er. Les membres du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service, qui sont exclusivement affectés à l'exercice des missions déterminées à l'article 3, § 1er, dans les services visés à l'article 3ter, sont transférés dans leur qualité à l'Institut géographique national. Ils conservent, dans leur emploi, le bénéfice de leur ancienneté administrative et pécuniaire, ainsi que le bénéfice de la réussite des examens de carrière.

S'ils ... (la suite comme au projet).

§ 2. Le Roi réglera les modalités des transferts ».

OBSERVATIONS FINALES

1. Il va de soi que les transferts de personnel prévus par l'article 24bis en projet ne pourront avoir lieu que lorsque le cadre organique et le cadre linguistique de l'Institut auront été adaptés à ces transferts.

2. Etant donné l'implication du département des Finances et du département des Travaux publics dans les dispositions en projet, il serait nécessaire que celles-ci soient proposées et contresignées non seulement par le Ministre de la Défense nationale, mais aussi par le Ministre des Finances et par le Ministre des Travaux publics. Il conviendrait aussi que ces deux derniers Ministres soient chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de l'arrêté (article 7).

La chambre était composée de :

MM. :

P. Tapie, président de chambre;

Ch. Huberlant; P. Knaepen, conseillers d'Etat;

R. Pirson; C. Deschamps, assesseurs de la section de législation;

Mme R. Deroy, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Tapie.

Le rapport a été présenté par M. Ch. Mendiaux, premier auditeur.

Le greffier,

R. Deroy,

Le président,

P. Tapie.

22 DECEMBRE 1983. — Arrêté royal n° 234 modifiant la loi du 8 juin 1976 portant création de l'Institut géographique national

AUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 3°, et 2, § 2;

Een op de voordracht van de betrokken Ministers vastgesteld koninklijk besluit bepaalt welke de in het eerste lid bedoelde goederen zijn en stelt de voorwaarden en de nadere regels aangaande de overdracht ervan vast »

3° Een paragraaf 4 wordt ingevoegd, luidend als volgt :
« § 4. ... (zoals in het ontwerp) ».

Artikel 6

Het ontworpen artikel 24bis zou beter als volgt worden geredigeerd :

« Artikel 24bis. § 1. De leden van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpenseel die in de diensten bedoeld in artikel 3ter uitsluitend zijn aangesteld voor het vervullen van de opdrachten die in artikel 3, § 1, zijn omschreven, worden in hun hoedanigheid naar het Nationaal Geografisch Instituut overgeheveld. Zij behouden in hun betrekking hun administratieve en geldelijke anciënniteit alsook hun aanspraken wegens het slagen voor de loopbaanexamens.

Indien zij een bezoldiging genieten die hoger is dan die welke zij voor dezelfde graad in het Instituut zouden hebben verkregen, behouden zij die totdat zij in hun loopbaan een zelfde of hogere bezoldiging verkrijgen.

§ 2. De Koning stelt de nadere regels voor de overhevelingen vast ».

SLOTOPMERKINGEN

1. Het spreekt vanzelf dat de in het ontworpen artikel 24bis bedoelde overhevelingen van personeel eerst zullen kunnen geschieden als de personeelsformatie en het taalkader van het Instituut aan die overhevelingen aangepast zullen zijn.

2. Aangezien het departement van Financiën en het departement van Openbare Werken bij de ontworpen bepalingen betrokken zijn, behoren deze niet alleen door de Minister van Landsverdediging maar ook door de Minister van Financiën en door de Minister van Openbare Werken voorgedragen en medeondertekend te worden. Ook deze laatste twee Ministers zouden, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van het besluit belast moeten worden (artikel 7).

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Tapie, kamervoorzitter;

Ch. Huberlant; P. Knaepen, staatsraden;

R. Pirson; C. Deschamps, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. R. Deroy, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Tapie.

Het verslag werd uitgebracht door de heer Ch. Mendiaux, eerste auditeur.

De griffier,

R. Deroy.

De voorzitter,

P. Tapie.

22 DECEMBER 1983. — Koninklijk besluit nr. 234 houdende wijziging van de wet van 8 juni 1976 tot oprichting van het Nationaal Geografisch Instituut

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot-

Gelet op de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 3°, en 2, § 2;

Vu la loi du 8 juin 1976 portant création de l'Institut géographique national;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre des Travaux publics et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 3, § 1er, de la loi du 8 juin 1976 portant création de l'Institut géographique national est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. § 1er. L'Institut a pour mission, éventuellement en liaison avec d'autres organismes nationaux, étrangers ou internationaux :

- a) d'exécuter, sur le territoire national, les travaux nécessaires à l'implantation et à l'entretien d'un réseau géodésique et d'un réseau de nivellement de précision, à la couverture photographique aérienne systématique et intégrale du territoire national, à l'établissement et à la tenue à jour des cartes topographiques de base;
- b) d'accomplir les travaux relatifs au traitement des données de la télédétection aérienne et spatiale à caractère géographique, à la numérisation des données cartographiques et à l'élaboration de cartes thématiques;
- c) d'établir, de publier ou de diffuser sous forme graphique, photographique ou numérique, les documents correspondant aux missions de l'Institut;
- d) d'effectuer les études et essais d'intérêt général correspondant aux activités mentionnées aux a) et b);
- e) de réunir et de diffuser les informations de nature à coordonner les activités entreprises par les services publics et privés en rapport avec la gestion topographique et cartographique du sol et du sous-sol dans les conditions et selon les modalités fixées par arrêté royal pris sur proposition des Ministres intéressés et délibéré en Conseil des Ministres;
- f) d'organiser et de gérer un « Centre de documentation de la couverture photographique aérienne et de la couverture par télédétection aérienne et spatiale du Royaume »;
- g) d'assurer, à leur demande et à leurs frais, pour les besoins des départements ministériels, des organismes d'intérêt public, et du secteur privé et des pays tiers, la formation théorique et pratique de leur personnel dans les matières déterminées ci-après : géodésie, photogrammétrie, cartographie (classique et assistée par ordinateur), télédétection et l'informatique appliquée aux domaines qui relèvent de la mission de l'Institut géographique national, et de participer à la formation des techniciens appelés à remplir des missions dans les pays tiers.

Sur la proposition des Ministres intéressés, le Roi fixe la mission du Centre créé par l'alinéa 1er, f, et prend les mesures nécessaires pour assurer audit Centre la collaboration des services publics, des organismes de droit public ou de droit privé subventionnés par les pouvoirs publics, et des autres personnes juridiques qu'il désigne. »

Art. 2. Il est inséré dans la même loi un article 3bis libellé comme suit :

« Art. 3bis. Les éléments du service de topographie et de photogrammétrie du Ministère des Travaux publics et de la Direction des grands levés et plans généraux de l'Administration du Cadastre du Ministère des Finances, qui exercent exclusivement les missions définies à l'article 3, § 1er, sont transférés à l'Institut géographique national.

Les conditions et les modalités de ce transfert sont déterminées par un arrêté royal pris sur proposition des Ministres intéressés et délibéré en Conseil des Ministres. »

Gelet op de wet van 8 juni 1976 tot oprichting van het Nationaal Geografisch Instituut;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging, van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Openbare Werken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 3, § 1, van de wet van 8 juni 1976 tot oprichting van het Nationaal Geografisch Instituut wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 3. § 1. De opdracht van het Instituut bestaat erin, eventueel in verbinding met andere nationale, buitenlandse of internationale instellingen »

- a) de werken uit te voeren die vereist zijn om op het nationale grondgebied de implantatie en het onderhoud van een geodetisch net en van een precisiewaterpassingsnet, de systematische en totale luchtfotografische overdekking van het nationale grondgebied, alsook de topografische basiskaarten te verzekeren;
- b) de werken uit te voeren inzake het verwerken van gegevens van de lucht- en ruimteteledetectie van geografische aard, de numerisatie van de cartografische gegevens en inzake de opstelling van thematische kaarten;
- c) de met de opdrachten van het Instituut overeenstemmende documenten in grafische, fotografische of numerieke vorm op te stellen, te publiceren of te verspreiden;
- d) studies en proefnemingen te doen die, binnen het raam van de werkzaamheden vermeld sub a) en b), van algemeen belang zijn;
- e) inlichtingen te verzamelen en te verspreiden van aard om de door de openbare en privé-diensten ondernomen opdrachten in verband met het topografisch en cartografisch beheer van grond en ondergrond te coördineren, onder de voorwaarden en op de wijze bepaald bij een op de voordracht van de betrokken Ministers vastgesteld en in Ministerraad overlegd koninklijk besluit;
- f) een « Centrum voor documentatie van de luchtfotografische overdekking en de overdekking door lucht- en ruimteteledetectie van het Rijk » in te richten en te beheren;
- g) op hun verzoek en op hun kosten, voor de ministeriële departementen, de instellingen van openbaar nut en voor de privé-sector en de derde landen, de theoretische en praktische opleiding van het personeel te verzekeren voor de hiernavolgende disciplines : geodesie, fotogrammetrie, cartografie (klassieke en cartografie bijgestaan door ordinateur), teledetectie en toegepaste informatica in de domeinen die tot de opdracht van het Nationaal Geografisch Instituut behoren, en deel te nemen aan de opleiding van technici die geroepen zijn om opdrachten voor derde landen te vervullen.

Op de voordracht van de betrokken Ministers bepaalt de Koning de opdracht van het bij het eerste lid, f, opgerichte Centrum en treft Hij de nodige maatregelen opdat de openbare diensten, de publiekrechtelijke of de door de overheid gesubsidieerde privaatrechtelijke instellingen en de andere rechtspersonen die Hij aanwijst, met het Centrum zullen meewerken. »

Art. 2. In dezelfde wet wordt een artikel 3bis ingelast dat luidt als volgt :

« Art. 3bis. De elementen van de dienst topografie en fotogrammetrie van het Ministerie van Openbare Werken en van de Directie grote opmetingen en algemene plannen van het Bestuur van het Kadaster van het Ministerie van Financiën, die uitsluitend de in artikel 3, § 1, omschreven opdrachten uitoefenen, worden naar het Nationaal Geografisch Instituut overgeheveld.

De voorwaarden en de nadere regels aangaande die overheveling worden bepaald bij een op de voordracht van de betrokken Ministers vastgesteld en in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. »

Art. 3. L'article 5, § 1er, de la même loi, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 5. § 1er. Sous réserve des articles 8 et 9 de la présente loi, l'Institut est administré par un comité de gestion composé :

1. d'un président nommé par le Roi; en cas de parité lors des votes du comité de gestion, la voix du président est prépondérante;

2. de trois membres représentant le Ministre de la Défense nationale;

3. de trois membres proposés conjointement par les organisations syndicales représentées au Conseil national du Travail;

4. de deux membres proposés par la Fédération des Entreprises belges et d'un membre proposé par les organisations représentatives des Classes moyennes;

5. de deux membres représentant le Ministre des Finances, de deux membres représentant le Ministre des Travaux publics, ainsi que d'un membre par département représentant les Ministres de l'Agriculture, des Affaires économiques, de l'Intérieur, des Relations extérieures, des Communications, des Classes moyennes, de la Politique scientifique et chacun des deux Ministres de l'Éducation nationale;

6. d'un membre, avec voix consultative, représentant respectivement l'Exécutif flamand, l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Région bruxelloise.

Les membres du Comité de gestion mentionnés sous 2 à 5, sont nommés par le Ministre de la Défense nationale, sur proposition des Ministres concernés.

Les membres du Comité de gestion mentionnés sous 6, sont nommés par les Exécutifs intéressés.

À l'exception du président, les membres du Comité de gestion sont nommés pour une durée de quatre ans au plus.

Leur mandat est renouvelable. »

Art. 4. À l'article 11 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1er, l'alinéa 2 est abrogé;

2° il est inséré un paragraphe 3, rédigé comme suit :

« § 3. Les biens appartenant à l'État, qui sont affectés aux services désignés à l'article 3ter, seront transférés à l'Institut.

Un arrêté royal pris sur proposition des Ministres intéressés déterminera les biens visés à l'alinéa 1er et réglera les conditions et les modalités de leur transfert. »

3° il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. À la dissolution de l'Institut, la loi prononçant celle-ci réglera l'affectation des biens de l'Institut. »

Art. 5. Dans la même loi, il est inséré un article 24bis rédigé comme suit :

« Art. 24bis. § 1er. Les membres du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service, qui sont exclusivement affectés à l'exercice des missions déterminées à l'article 3, § 1er, dans les services visés à l'article 3ter, sont transférés dans leur qualité à l'Institut géographique national. Ils conservent, dans leur emploi, le bénéfice de leur ancienneté administrative et pécuniaire, ainsi que le bénéfice de la réussite des examens de carrière.

S'ils jouissent d'une rémunération supérieure à celle qu'ils auraient obtenue pour le même grade à l'Institut, ils en conservent le bénéfice, jusqu'à ce qu'ils obtiennent, dans leur carrière une rémunération égale ou supérieure.

§ 2. Le Roi réglera les modalités des transferts. »

Art. 6. L'article 3, § 2° alinéa 2, de la loi du 8 juin 1976 portant création de l'Institut géographique national, est abrogé.

Art. 3. Het artikel 5, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen door navolgende beschrijvingen :

« Art. 5. § 1. Onder voorbehoud van de artikelen 8 en 9 van deze wet wordt het Instituut bestuurd door een comité van beheer dat is samengesteld uit :

1. een voorzitter die door de Koning wordt benoemd; bij staking van stemmen, beslist de stem van de voorzitter;

2. drie leden die de Minister van Landsverdediging vertegenwoordigen;

3. drie leden gezamenlijk voorgedragen door de vakorganisaties vertegenwoordigd in de Nationale Arbeidsraad;

4. twee leden voorgedragen door het Verbond van de Belgische ondernemingen en een lid voorgedragen door de representatieve organisaties van de Middenstand;

5. twee leden die de Minister van Financiën en twee leden die de Minister van Openbare Werken vertegenwoordigen, alsook een lid per departement die de Ministers van Landbouw, Economische Zaken, Binnenlandse Zaken, Buitenlandse Betrekkingen, Verkeerswezen, Middenstand, Wetenschapsbeleid en elk van de twee Ministers van Onderwijs vertegenwoordigen;

6. een lid, met raadgevende stem, die respectievelijk de Vlaamse Executieve, de Waalse Gewestexecutieve en de Executieve van het Brussels Gewest vertegenwoordigt.

De leden van het Comité van beheer vernoemd onder 2 tot 5, worden door de Minister van Landsverdediging benoemd, op voorstel van de betrokken Ministers.

De leden van het Comité van beheer vernoemd onder 6, worden door de betrokken Executieven benoemd.

Met uitzondering van de voorzitter, worden de leden van het Comité van beheer, voor ten hoogste vier jaar benoemd.

Hun mandaat kan worden verlengd. »

Art. 4. In artikel 11, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven;

2° een paragraaf 3 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De aan de Staat toebehorende goederen die zijn toebedeeld aan de in artikel 3ter aangewezen diensten, worden aan het Instituut overgedragen.

Een op de voordracht van de betrokken Ministers vastgesteld koninklijk besluit bepaalt welke de in het eerste lid bedoelde goederen zijn en stelt de voorwaarden en de nadere regels aangaande de overdracht ervan vast. »

3° een paragraaf 4 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Bij de ontbinding van het Instituut zal de wet die tot de ontbinding ervan overgaat, de bestemming van de goederen van het Instituut regelen. »

Art. 5. In dezelfde wet wordt een artikel 24bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 24bis. § 1. De leden van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpersoneel die in de diensten bedoeld in artikel 3ter uitsluitend zijn aangesteld voor het vervullen van de opdrachten die in artikel 3, § 1, zijn omschreven, worden in hun hoedanigheid naar het Nationaal Geografisch Instituut overgeheveld. Zij behouden in hun betrekking hun administratieve en geldelijke anciënniteit alsook hun aanspraken wegens het slagen voor de loopbaan-examens.

Indien zij een bezoldiging genieten die hoger is dan die welke zij voor dezelfde graad in het Instituut zouden hebben verkregen, behouden zij die totdat zij in hun loopbaan eenzelfde of hogere bezoldiging verkrijgen.

§ 2. De Koning stelt de nadere regels voor de overhevelingen vast. »

Art. 6. Het artikel 3, § 2, 2e lid, van de wet van 8 juni 1976 tot oprichting van het Nationaal Geografisch Instituut, wordt opgeheven.

Art. 7. Notre Ministre de la Défense nationale, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Travaux publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

F. VREVEN

Le Ministre des Finances,

W. DE CLERCQ

Le Ministre des Travaux publics,

L. OLIVIER

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

F. 83 — 2161

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 juin 1978 relatif à l'antiparasitage des luminaires avec démarreur pour éclairage à fluorescence

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent projet d'arrêté a pour objet de rendre applicables en Belgique les dispositions de la directive de la Commission des Communautés européennes du 7 juin 1982 portant adaptation au progrès technique de la directive 76/890/C.E.E. du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'antiparasitage des luminaires avec démarreur pour éclairage à fluorescence.

La directive 76/890/C.E.E. précitée a fait l'objet d'un arrêté pris par Votre Majesté le 8 juin 1978; celui-ci doit dès lors être modifié. Tel est le but du projet d'arrêté soumis à Votre Majesté.

Etant donné, d'une part, que l'arrêté royal du 5 novembre 1932 visé à l'article 2 de l'arrêté du 8 juin 1978, a été abrogé par l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées et, d'autre part, que l'article 32 de ce dernier arrêté, lequel a trait aux perturbations affectant les radiocommunications, prévoit que les dispositions qu'il contient ne préjudicient en aucun cas les prescriptions réglementaires arrêtées en application des directives de la Communauté économique européenne, la référence à l'arrêté royal de 1932 a été omise dans la nouvelle version dudit article 2.

Dans cet ordre d'idées, il importe de souligner qu'il n'a pas été jugé nécessaire de définir la notion de « zone non résidentielle » dont question au point 2.1. de l'annexe à la directive de la Commission du 7 juin 1982 eu égard au fait que, de par l'existence de son territoire et la densité de sa population, la Belgique est à considérer comme constituant une seule zone résidentielle.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
les très respectueux
et fidèles serviteurs,

Le Ministre des Communications et des Postes,
Télégraphes et Téléphones,

H. DE CROO

Le Secrétaire d'Etat
aux Postes, Télégraphes et Téléphones,

Mme P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

Art. 7. Onze Minister van Landsverdediging, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Openbare Werken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 december 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

F. VREVEN

De Minister van Financiën,

W. DE CLERCQ

De Minister van Openbare Werken,

L. OLIVIER

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 83 — 2161

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 juni 1978 betreffende radiostoringsonderdrukking bij armaturen met starter voor fluorescentieverlichting

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het huidige ontwerp van besluit heeft als voorwerp in België de voorschriften toepasselijk te maken van de richtlijn van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 7 juni 1982 houdende aanpassing aan de stand van de techniek van richtlijn 76/890/E.E.G. van de Raad betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten inzake radiostoringsonderdrukking bij armaturen met starter voor fluorescentieverlichting.

De voormelde richtlijn 76/890/E.E.G. heeft het voorwerp uitgemaakt van een besluit dat Uwe Majesteit op 8 juni 1978 heeft getroffen; dat besluit moet derhalve worden gewijzigd. Te dien einde wordt het huidige ontwerp van besluit aan Uwe Majesteit voorgelegd.

Aangezien, enerzijds, het koninklijk besluit van 5 november 1932, bedoeld in het artikel 2 van het besluit van 8 juni 1978, werd opgeheven door het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen en, anderzijds, het artikel 32 van dit laatste besluit, dat betrekking heeft op storingen van de radioverbindingen, voorziet dat de bepalingen die het bevat in geen enkel geval afbreuk doen aan de reglementaire voorschriften die werden uitgevaardigd bij toepassing van de directieven van de Europese Economische Gemeenschap, werd de verwijzing naar het koninklijk besluit van 1932 in de nieuwe versie van voormeld artikel 2 afgeschaft.

In deze gedachtengang is het belangrijk te onderstrepen dat het niet noodzakelijk werd geacht het begrip « niet-woongebied » waarvan in punt 2.1 van de bijlage bij de richtlijn van de Commissie van 7 juni 1982 gewag wordt gemaakt, te definiëren omdat wegens de beperktheid van zijn grondgebied en de dichtheid van zijn bevolking, mag worden aangenomen dat België een enkel woongebied vormt.

Wij hebben de eere te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Verkeerswezen en Posterijen,
Telegrafie en Telefonie,

H. DE CROO

De Staatssecretaris
voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Mevr. P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH